

Rwanda: Edouard Balladur va ouvrir ses archives

Paris Match, 4 janvier 2021

L'ancien Premier ministre français Edouard Balladur a annoncé lundi l'ouverture prochaine de ses archives sur le Rwanda et défend notamment l'Opération Turquoise.

L'ancien Premier ministre français Edouard Balladur a annoncé lundi l'ouverture prochaine de ses archives sur le Rwanda, à quelques semaines de la remise d'un rapport d'historiens sur le rôle controversé de Paris pendant le génocide de 1994.

"J'ai décidé d'autoriser le moment venu l'ouverture de mes archives de Premier ministre, afin que chacun puisse librement constater ce que furent nos actions et ses résultats", écrit M. Balladur, qui fut entre 1993 et 1995 le chef d'un gouvernement de droite dit "de cohabitation", sous la présidence socialiste de François Mitterrand.

Des zones d'ombre

L'ancien Premier ministre français Edouard Balladur a annoncé lundi l'ouverture prochaine de ses archives sur le Rwanda et défend notamment l'Opération Turquoise.

L'ancien Premier ministre français Edouard Balladur a annoncé lundi l'ouverture prochaine de ses archives sur le Rwanda, à quelques semaines de la remise d'un rapport d'historiens sur le rôle controversé de Paris pendant le génocide de 1994.

"J'ai décidé d'autoriser le moment venu l'ouverture de mes archives de Premier ministre, afin que chacun puisse librement constater ce que furent nos actions et ses résultats", écrit M. Balladur, qui fut entre 1993 et 1995 le chef d'un gouvernement de droite dit "de cohabitation", sous la présidence socialiste de François Mitterrand. Des zones d'ombre

Dans sa déclaration, M. Balladur défend notamment l'Opération Turquoise, une intervention militaro-humanitaire lancée par Paris sous mandat de l'ONU entre juin et août 1994, qui a selon lui "assuré la sauvegarde des victimes quelles qu'elles soient et dissuadé la poursuite des violences".

Les détracteurs de Turquoise estiment que cette opération visait en réalité à soutenir le gouvernement génocidaire hutu, et s'inscrivait dans une stratégie de longue date menée notamment par la présidence française. Les archives de M. Balladur "vont faire apparaître que le gouvernement de l'époque et l'armée n'avaient rien à se reprocher", a déclaré à l'AFP un ancien conseiller du Premier ministre, Hugues Hourdin.

"M. Balladur aimerait que les doutes soient levés sur l'action du gouvernement qu'il a conduit, il s'agit de purger ce débat lancinant depuis 25 ans", a-t-il ajouté.

Les zones d'ombre sur le rôle de Paris avant, pendant et après le génocide des Tutsis au Rwanda - qui fit selon l'ONU au moins 800.000 morts d'avril à juillet 1994 - restent une source récurrente de polémiques en France et empoisonnent les relations avec Kigali depuis près de 25 ans.

Les archives de M. Balladur, des centaines de notes personnelles, de notes de cabinet, de PV d'entretiens avec le président Mitterrand, seront ouvertes au grand public début avril, en même temps que la publication du rapport de la commission d'historiens dirigée par Vincent Duclert pour faire la lumière sur le rôle de Paris.

Mise en place par Emmanuel Macron en 2019, cette commission a eu accès aux archives de M. Balladur, mais également à celles de François Mitterrand. L'an-

nonce de leur ouverture au grand public est "une première victoire", a réagi M. Duclert, qui espère également l'ouverture du fonds Mitterrand.